

Quelle est la durée de la pause d'allaitement pour une salariée au Luxembourg ?

Réponse courte

L'article L.336-3 du Code du travail accorde à la salariée allaitante, sur sa demande, un **temps d'allaitement de 90 minutes par jour** réparti en deux périodes de 45 minutes placées au début et à la fin de l'horaire journalier normal de travail. Si la journée de travail n'est interrompue que par une pause d'une heure, ces deux périodes peuvent être ramenées à un **seul temps d'allaitement d'au moins 90 minutes**.

Le bénéfice de cette pause est ouvert à toute salariée qui allaite son enfant, qu'elle pratique un allaitement au sein direct ou un tirage de lait sur le lieu de travail. La même disposition s'applique en cas d'**impossibilité d'allaiter au voisinage du lieu de travail**, ce qui couvre les hypothèses où le déplacement vers le domicile est incompatible avec la durée de la pause. La demande relève d'une démarche individuelle et la durée n'est pas déduite du temps de travail effectif.

Définition

La **pause d'allaitement** désigne le temps spécifique accordé à une salariée allaitante pour nourrir son enfant ou tirer son lait pendant les heures de travail. Elle constitue un **droit individuel** attaché à la situation d'allaitement et non à la maternité au sens strict, ce qui permet à toute salariée allaitante d'en bénéficier sans **limite d'âge** légale de l'enfant prévue par le Code du travail.

Le temps d'allaitement est juridiquement assimilé à du **temps de travail effectif** et donne droit au **salaire normal**, sans que l'employeur puisse exiger une **récupération** ou une déduction de rémunération. Cette qualification le distingue des pauses ordinaires non rémunérées et le rapproche du régime des temps de travail spécialement protégés.

Conditions d'exercice

Le bénéfice de la pause d'allaitement obéit à des conditions précises.

Règle	Application
Statut de la salariée	Salariée effectivement allaitante
Demande de la salariée	Démarche individuelle obligatoire
Justificatif éventuel	Certificat médical possible mais non systématique
Durée totale	90 minutes par journée normale de travail
Répartition standard	Deux périodes de 45 minutes (début et fin)
Variante pause d'une heure	Période unique de 90 minutes possible
Voisinage du lieu de travail	Possibilité d'éloignement reconnue
Continuité dans le temps	Maintien tant que dure l'allaitement effectif

Modalités pratiques

La mise en œuvre pratique de la pause d'allaitement s'organise en plusieurs étapes.

Étape	Mise en œuvre
Demande écrite de la salariée	Information préalable de l'employeur
Choix du format	Deux pauses de 45 min ou une de 90 min
Aménagement du poste	Local adapté pour tirage ou allaitement
Plan de présence	Calendrier prévisionnel des pauses
Information de la délégation	Si politique d'entreprise sur l'allaitement
Suivi périodique	Maintien tant que l'allaitement se poursuit
Cessation	Information à la reprise normale du temps

Pratiques et recommandations

L'employeur a tout intérêt à mettre en place une **politique d'accueil structurée** pour les salariées allaitantes : local dédié au tirage de lait, réfrigérateur réservé, communication discrète avec le management direct. Ces aménagements ne sont pas explicitement imposés par l'article [L.336-3](#), mais l'**obligation générale de sécurité** issue de l'article [L.312-1](#) et le principe d'**accommodement raisonnable** les rendent largement opportuns.

La **durée de l'allaitement** n'est pas plafonnée par la loi luxembourgeoise. Tant que la salariée allaite effectivement son enfant, elle peut bénéficier des 90 minutes quotidiennes, sans limite d'âge légale fixée par le Code du travail.

L'employeur peut demander une **attestation médicale** renouvelée si la durée se prolonge significativement, mais il

ne peut pas refuser le bénéfice de la pause au motif de l'âge de l'enfant tant que l'allaitement effectif est attesté.

Le **refus injustifié** de la pause d'allaitement expose l'employeur à un **rappel de salaire** pour le temps non accordé et à des dommages-intérêts pour exécution déloyale du contrat. La saisine de l'Inspection du travail et des mines ou du tribunal du travail par la salariée concernée est une voie de recours classique en cas de blocage persistant, complétée le cas échéant par la **médiation** de la délégation du personnel.

Cadre juridique

La pause d'allaitement repose sur des fondements légaux spécifiques.

Référence	Objet
Art. L.336-3	Temps d'allaitement de 90 minutes (2x45 ou 1x90)
Art. L.336-1	Champ d'application des dispositions sur l'allaitement
Art. L.336-2	Aménagement des conditions de travail post-accouchement
Art. L.331-1	Protection de la maternité
Art. L.332-1	Protection des femmes enceintes et accouchées
Art. L.312-1	Obligation générale de sécurité et de santé
Art. L.414-3	Information et consultation de la délégation

La pause d'allaitement de 90 minutes constitue un droit individuel ouvert à toute salariée allaitante effectivement, sans limite d'âge légale de l'enfant prévue au Code du travail. Le refus injustifié expose l'employeur à un rappel de salaire et à des dommages-intérêts devant le tribunal du travail.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.